



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 15/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EMIS

N 13 Rue d'ATHENES
ZI Les Estroublans
13127 Vitrolles

Références : SS/JD-D-0543-MRT-2024
Code AIOT : 0006400047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement EMIS implanté 13 Rue d'ATHENES ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMIS
- 13 Rue d'ATHENES ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une station de lavage d'échangeurs de raffinerie et un atelier de préfabrication et de montage de tuyauteries industrielles, autorisé par l'arrêté préfectoral n° 96-85/84-1995 A du 11 avril 1996.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention de la pollution des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	délai
2	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.4	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.3	Sans objet
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.5	Sans objet
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les eaux pluviales provenant des parkings et voies de circulation sont rejetées au milieu naturel sans traitement. L'exploitant s'engage à installer un débourbeur-déshuileur sous 3 mois.

En cas de non respect des engagements de l'exploitant, une mise en demeure pourra être proposée au Préfet des Bouches-du-Rhône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées industrielles seront recyclées totalement après avoir subi un traitement physico-chimique. Aucun rejet vers l'extérieur n'aura lieu. L'ensemble des bassins de la station de traitement sera couvert. Une procédure écrite devra définir les mesures à prendre en cas de débordement accidentel des bassins de la station de traitement des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats sur le terrain confirment que les eaux usées industrielles sont totalement recyclées et réutilisées après traitement sur site. Il n'y a aucun rejet vers l'extérieur du site. Les bassins de la station de traitement sont couverts. La procédure en cas de débordement a été consultée lors de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant de l'ensemble des parkings et voies de circulation seront rejetées vers le réseau pluvial de la zone industrielle. Un déshuileur-débourbeur correctement calibré sera mis en place.
Constats : Le jour de la visite, le déshuileur-débourbeur n'était pas réalisé. Par courriel du 4 avril 2024, l'exploitant indique être dans une phase de consultation en vue de la réalisation des travaux. Il s'engage à les terminer pour fin juillet 2024.
Observations : L'exploitant transmettra des photos attestant que les travaux sont réalisés et que le dispositif est en fonctionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai : 3 mois

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux incendie
Prescription contrôlée : Les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie devront pouvoir être recueillies. A cet effet, une aire étanche de 60 m ³ devra être aménagée sur le site. Les surfaces des stockages intérieur et extérieur formeront une cuvette de rétention. L'ensemble de ces dispositions devront être mises en place dans un délai de trois mois dès notification de l'arrêté. Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de ces rétentions devront pouvoir être actionnés en toutes circonstances localement ou à partir d'un poste de commande.
Constats : Les eaux d'extinction sont collectées dans 3 bassins qui ont une capacité totale de 60 m ³ au minimum. La procédure de gestion des eaux a été complétée afin d'intégrer la vanne martelière permettant d'isoler les eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/1996, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : Un plan sera établi par l'exploitant afin que soient repérés : <ul style="list-style-type: none">- les réseaux des eaux usées (sanitaires et industrielles),- le réseau de collecte des eaux pluviales avec les regards, les avaloirs,- le réseau de collecte des eaux d'extinction d'incendie. Ce plan sera régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le plan a été consulté le jour de l'inspection. Il comporte l'ensemble des éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite